

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 18

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

QUARANTADUESIMA SESSIONE ANNUALE, PARIGI, 17-21 NOVEMBRE 1996

Risoluzione n. 269 (1)
sul vertice OSCE di Lisbona

Annunziata il 21 dicembre 1996

L'ASSEMBLÉE,

1. Soulignant le rôle essentiel de l'OSCE en matière de sécurité et de stabilité en Europe dans le cadre d'une structure coopérative élargie qui comprend également l'Alliance atlantique, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'Union de l'Europe occidentale;

2. Constatant avec satisfaction le rôle indispensable que joue l'OSCE dans le rétablissement de la stabilité dans l'ex-Yougoslavie et appuyant la poursuite de l'engagement actif de cette organisation dans la promotion des droits de l'homme et de

la société civile et dans la surveillance de nouveaux accords de maîtrise des armements;

3. Vivement encouragée par la détermination qu'ont affichée les populations de Bosnie-Herzégovine d'exprimer leurs choix démocratiques, en dépit des circonstances peu propices à la tenue d'élections entièrement libres et équitables;

4. Profondément inquiète à l'idée que, faute d'une présence nord-américaine et européenne crédible et bien définie en Bosnie-Herzégovine à l'expiration du mandat de l'IFOR, les acquis enregistrés jusqu'ici puissent se désagréger et la violence éclater à nouveau;

(1) Présentée par la Commission politique.

5. Notant que la levée des sanctions économiques militaires et diplomatiques contre les ex-Républiques yougoslaves – annoncée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa résolution 1074 du 1er octobre – reste liée au respect, par toutes les parties, des obligations qu'elles ont contractées en vertu de l'Accord de paix de Dayton;

6. Consciente de la valeur potentielle d'un modèle de sécurité pour le XXI^e siècle fondé sur une interaction non hiérarchisée et transparente entre les organisations existantes, une sécurité indivisible et la liberté d'adhérer à des alliances;

7. Saluant la proposition déposée le 8 octobre par l'OTAN au Groupe consultatif mixte du Traité FCE, relative à une approche alliée quant à la portée et aux paramètres du processus d'amélioration du Traité FCE dans un environnement en mutation, et espérant que des progrès seront accomplis dans la direction d'un accord sur cette portée et ces paramètres d'ici à l'ouverture du Sommet de l'OSCE à Lisbonne, de manière que, dès le début de 1997, des négociations puissent être entamées sur les mesures et ajustements visant à promouvoir les objectifs et consolider la viabilité et l'efficacité du Traité, dans le but déclaré d'accroître, par le biais d'une meilleure application du traité, la sécurité de tous les Etats, qu'ils appartiennent ou non à une alliance politico-militaire;

8. Constatant que l'application du concept des institutions se renforçant mutuellement affiche des insuffisances;

9. Convaincue que le Sommet de Lisbonne doit arrêter de nouvelles dispositions pour renforcer le rôle de l'OSCE dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits;

10. Satisfaite de la conclusion entre la Hongrie et la Roumanie d'un traité de compréhension mutuelle, de coopération et de bon voisinage;

11. Satisfaite également de la signature des accords de Novye Afagi, Khasavyourt et Moscou par la Fédération de Russie et la République tchétchène visant à réunir, à la satisfaction mutuelle des parties, les conditions préalables à un règlement politique;

12. Félicitant M. Javier Ruperez (Espagne) pour son élection à la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, en juillet 1996 et soutenant l'interaction la plus étroite possible entre l'Assemblée de l'OSCE et les autres institutions de l'OSCE;

13. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance et des Etats participant à l'OSCE à:

a) établir un bilan complet des activités consacrées par l'OSCE à la supervision et à l'observation des élections de 1996 en Bosnie-Herzégovine et, le cas échéant, à adapter les moyens et les procédures de cette organisation;

b) intensifier leurs efforts pour garantir le règlement pacifique et durable de la situation qui persiste en Tchétchénie, en Géorgie, en Moldova, dans le Haut-Karabakh et au Tadjikistan;

c) modifier la règle du consensus, en commençant par les questions qui ne réclament ni engagements supplémentaires ni activités de maintien de la paix ou autres missions de longue durée de la part de l'OSCE, en tenant compte de la proposition de 1994 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE d'envisager au départ un mécanisme requérant un consensus basé à la fois sur 90% de ses membres et 90% des contributions financières;

d) mettre à profit les enseignements tirés de l'action de l'IFOR pour accroître la contribution potentielle de l'OSCE à l'avènement d'une sécurité coopérative, grâce à un resserrement des liens unissant cette organisation à l'OTAN et à l'UEO, y compris par des échanges de représentants

permanents et une coordination d'actions conjointes sur une base non hiérarchique;

e) prendre des mesures plus énergiques pour garantir une transparence parfaite et un respect scrupuleux des engagements pris, notamment en ne limitant pas *a priori* aux seules démarches politiques les sanctions envisageables en vertu de l'actuelle règle du consensus-moins-un;

f) rechercher les moyens de renforcer la capacité d'exécution de l'OSCE dans son ensemble, par l'intermédiaire d'un groupe directeur permanent soutenu par la Troïka;

g) progresser au plus vite sur des négociations placées sous les auspices de l'OSCE et destinées à l'instauration, dans l'ex-Yougoslavie et aux alentours, d'un équilibre régional des armements et des effectifs militaires;

h) exploiter pleinement les procédures et mécanismes existants, dont la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE;

i) s'enquérir de la façon de compléter l'évolution interne d'autres organisations vouées à la sécurité européenne par des mesures de confiance et de sécurité dont la négociation et la vérification se feraient sous tutelle de l'OSCE;

j) réunir les engagements inhérents à l'OSCE dans un document unique largement diffusé qui pourrait s'intituler *Charte pour la sécurité et la coopération en Europe*, sans préjudice des engagements existants;

k) envisager de créer une académie autonome de l'OSCE qui promouvrait les valeurs défendues par cette organisation et suggérerait les moyens de la renforcer;

l) créer un commissariat aux médias afin de contribuer à la mise en place de médias indépendants et au libre accès à l'information;

m) renforcer le Centre de prévention des conflits en augmentant ses capacités d'analyse et de planification.

N.B. Traduzione non ufficiale.**Risoluzione n. 269
sul vertice OSCE di Lisbona**

L'ASSEMBLEA,

1. Affermando il ruolo essenziale della OSCE nella sicurezza e stabilità europea quale parte di un quadro di cooperazione più ampio che comprenda l'Alleanza Atlantica, l'Unione europea, il Consiglio d'Europa, e la UEO;

2. Accogliendo con favore il ruolo indispensabile svolto dall'OSCE nel ripristinare la stabilità nella ex Jugoslavia, e sostenendo un ulteriore attivo impegno OSCE nella promozione dei diritti dell'uomo e della società civile e nel controllo su ulteriori accordi sul controllo degli armamenti;

3. Estremamente incoraggiata dalla determinazione dei popoli della Bosnia e dell'Erzegovina ad esprimere le loro scelte democratiche, nonostante condizioni poco favorevoli allo svolgimento di elezioni pienamente libere ed eque;

4. Profondamente preoccupata del fatto che, senza una presenza nord americana ed europea ben definita in Bosnia ed Erzegovina dopo lo scadere del mandato dell'IFOR, i risultati conseguiti potrebbero essere vanificati e la violenza potrebbe ritornare;

5. Preso atto del fatto che l'abolizione delle sanzioni economiche militari e diplomatiche sulle Repubbliche della ex Jugoslavia introdotte dalla risoluzione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite n. 1074 del 1° ottobre continua a dipendere dal conformarsi di tutte le parti agli obblighi assunti in virtù degli accordi di pace di Dayton;

6. Riconoscendo il valore potenziale di un modello di sicurezza per il XXI secolo, basato su una interazione non gerarchica e trasparente tra le organizzazioni esistenti, la sicurezza indivisibile, e la libertà di aderire alle alleanze;

7. Accogliendo con favore la proposta NATO introdotta dal Gruppo consultivo misto sul Trattato CFE l'8 ottobre, relativa ad un'impostazione alleata sull'ambito e i parametri del processo per migliorare il Trattato CFE in un ambiente modificato, e augurandosi che tale ambito e tali parametri siano approvati in tempo per il vertice OSCE di Lisbona, cosicché i negoziati possano cominciare già nel 1997 con misure e modifiche volte a promuovere gli obiettivi del Trattato e migliorare la sua viabilità ed efficacia, guidati dal proclamato desiderio di migliorare, tramite un miglior funzionamento del Trattato stesso,

la sicurezza di tutti gli stati, a prescindere dalla loro appartenenza o meno ad alleanze politiche o militari;

8. Riconoscendo le carenze nell'attuazione del concetto di istituzioni che si rinforzano a vicenda;

9. Convinta che il vertice di Lisbona debba compiere ulteriori passi per migliorare il ruolo OSCE nella prevenzione, gestione e soluzione dei conflitti;

10. Incoraggiata dalla conclusione del Trattato di comprensione, cooperazione e buon vicinato tra l'Ungheria e la Romania;

11. Incoraggiata altresì dagli accordi firmati a Novye Afagi, Khasavyurt, e Mosca tra la Federazione Russa e la Repubblica Cecena, intesi a creare i prerequisiti accettabili da entrambe le parti per una soluzione politica;

12. Esprimendo le proprie felicitazioni a Javier Ruperez (Spagna) per essere stato eletto, nel luglio 1996, Presidente dell'Assemblea parlamentare dell'OSCE e sostenendo la massima interazione possibile tra l'Assemblea parlamentare dell'OSCE e con le altre istituzioni OSCE;

13. SOLLECITA i Governi e i Parlamenti degli Stati membri dell'Alleanza dell'Atlantico del Nord e degli Stati membri dell'OSCE a:

a) intraprendere un riesame completo delle azioni OSCE nell'ambito della supervisione e controllo delle elezioni del 1996 in Bosnia e Erzegovina e ad adattarvi le proprie capacità e procedure laddove ciò si riveli necessario;

b) moltiplicare gli sforzi volti ad assicurare una soluzione pacifica e permanente delle situazioni ancora esistenti in Cecenia, Georgia, Moldavia, Nagorno-Karabakh e Tajikistan;

c) modificare la regola del consenso, iniziando con settori che non comportino l'assunzione di nuovi impegni o la crea-

zione di missioni di mantenimento della pace dell'OSCE o di altre missioni a lungo termine, tenendo conto della proposta dell'Assemblea parlamentare dell'OSCE del 1994 che individua quale base iniziale di discussione una regola che richieda il consenso del 90 per cento dei membri e della contribuzione finanziaria;

d) basarsi sull'esperienza dell'IFOR per migliorare il potenziale di cooperazione in materia di sicurezza dell'OSCE, introducendo legami più stretti tra l'OSCE, la NATO e l'UEO, compresa una rappresentanza permanente e reciproca a livello organizzativo e il coordinamento di azioni comuni su base non gerarchica;

e) rafforzare gli incentivi per una osservanza e responsabilità piena, tra l'altro non limitando a priori ai soli passi politici le possibili sanzioni derivanti dall'invocare l'attuale regola del consenso meno uno;

f) studiare i mezzi per rafforzare le azioni esecutive, attribuite dall'OSCE nel suo insieme, tramite un Comitato esecutivo permanente sostenuto dalla Troika;

g) cercare di compiere rapidamente progressi nel campo dei negoziati che si svolgono sotto gli auspici dell'OSCE per creare un equilibrio regionale degli armamenti e delle forze armate all'interno e intorno all'ex Jugoslavia;

h) ricorrere appieno alle procedure e ai meccanismi già esistenti inclusa la Corte di conciliazione ed arbitrato dell'OSCE;

i) esaminare in che modo gli sviluppi all'interno di altre organizzazioni per la sicurezza in Europa possano essere integrati da misure volte a rafforzare la fiducia e la sicurezza negoziate e verificate sotto gli auspici dell'OSCE;

j) riunire gli impegni OSCE in un testo unico e di ampia diffusione, che potrebbe essere chiamato Carta per la sicurezza e la cooperazione in Europa, fatto salvo qualsiasi altro impegno già esistente;

k) considerare la creazione di un'Accademia OSCE indipendente per affermare i valori OSCE e suggerire i mezzi per rafforzare l'OSCE stessa;

l) creare l'ufficio di un Commissario dei Media per contribuire alla costruzione

di media indipendenti e un libero accesso alle informazioni;

m) rafforzare il Centro di Prevenzione dei Conflitti attraverso l'ampliamento delle sue capacità analitiche e di programmazione.